

FORGER LE CHANGEMENT : LE POUVOIR

Concepts de la révision du droit à plus de justice, d'égalité et de paix

Note: Cette traduction n'a pas été revue par l'auteur

Nous allons dédier deux éditions de *Forger le changement* (Numéros 3 et 4) à une étude de la complexité de comprendre, construire et transformer le pouvoir et des opportunités que cela entraîne. Cette édition décrit les dilemmes auxquels sont confrontés les militants et les groupes qui œuvrent pour la justice sociale. En complément de ces analyses, la deuxième partie se focalisera sur l'autonomisation et sur des stratégies d'action pour la construction de mouvements.

Faire que le changement arrive est une série de publications courtes à propos des stratégies et des idées issues des réflexions sur la justice sociale produite par *Just Associates* en collaboration avec d'autres partenaires. Chaque publication se concentre sur un thème différent. Cette publication a été produite grâce au soutien de Hivos, une organisation internationale hollandaise, dont l'action est fondée sur des valeurs humanistes et qui s'implique dans la construction d'un monde libre, juste et durable. Rédigé par Valérie Miller, Lisa VeneKlasen, Molly Reilly et Cindy Clark sur la base des idées de John Gaventa, Srilatha Batliwala, Malena de Montis et d'autres. Conception graphique par Julie Montgomery. Imprimé en 2006.

FORGER LE CHANGEMENT

Concepts pour la révision du droit à plus de justice, d'égalité et de paix

CONTEXTE : pourquoi le pouvoir, pourquoi maintenant ?

Depuis les 15 dernières années, des individus et des organisations s'impliquant dans les problèmes de justice sociale, d'égalité et de développement ont eu recours à des opérations de lobbying auprès des institutions décisionnaires et ont organisé des campagnes pour promouvoir le changement. En dépit des espoirs suscités par ces approches pour faire en sorte que les politiques menées le soient en direction de la population et de la sauvegarde de la planète, de nombreux militants se retrouvent à devoir résister à d'importants reculs en matière de bien-être économique, de préservation de l'environnement, de justice raciale et d'égalité entre les hommes et les femmes. Ils sont à la recherche de moyens plus efficaces pour s'engager et pour transformer le pouvoir. Cette recherche entraîne de nombreuses questions sur le degré de changement et la nature du pouvoir, des questions qui revisitent l'histoire et les approches utilisées dans le passé, tout en insufflant une nouvelle énergie, de nouvelles idées et des opportunités pour revitaliser les mouvements sociaux et changer leurs stratégies.

Ces interrogations proviennent de gens qui se posent des questions difficiles:

- Malgré certains succès obtenus dans le passé, pourquoi les stratégies et les approches utilisées dans cette lutte ne permettent-elles pas d'éradiquer la pauvreté et les injustices ? Quelles seraient les sources d'inspiration, les expériences et les conseils qui pourraient faire que nos efforts aboutissent ?
- Le contexte actuel de la mondialisation a-t-il un impact sur notre travail et nos mouvements peuvent-ils être revitalisés par des plans d'actions innovants et audacieux ?
- Pourquoi en général les individus – et même les plus affectés par les injustices – semblent-ils peu impliqués dans cette lutte ? Comment faire en sorte que les gens s'engagent plus activement autour d'un agenda collectif de paix et de justice ?
- Comment peut-on comprendre les complexités du pouvoir et de l'autonomisation et quel est le meilleur moyen de réagir de façon à obtenir une transformation effective du pouvoir ?

Alors que ces préoccupations deviennent de plus en plus vives, de nouvelles sources d'inspiration et de questionnement apparaissent. Par exemple, en septembre 2006, un groupe de femmes dirigeantes du Mexique et d'Amérique Centrale¹, se réunirent pour examiner quelques unes de ces questions à la lumière de leurs propres expériences en tant que féministes et militantes des droits humains. Les contradictions et les espoirs non satisfaits des luttes révolutionnaires de la région ont donné à leurs investigations une véritable profondeur d'analyse accompagnée de perspectives et d'espoir. Plusieurs idées et questions présentées dans cette édition de *Forger le pouvoir* sont tirées de la richesse de ces conversations et du travail réalisé par des membres de JASS sur de nombreuses années. Certaines de ces idées figurent dans le livre, *A new Weave of Power, People and Politics : The Action Guide to Advocacy and Citizen Participation* (VeneKlasen et Miller 2002).

STILL I RISE

Tout comme les soleils et les lunes,
Avec la certitude des marées,
Tout comme les espoirs fleurissent,
Je vais encore me lever.
Sur les cases de l'histoire de la honte
Je me lève
Surmontant un passé qui est enraciné dans la douleur
Je me lève
Je suis un noir océan, large et sautillant,
Houle et gonflement je porte dans la marée.
Laissant derrière lui les nuits de terreur et de peur
Je me lève
En une aube qui est admirablement claire
Je me lève
Rapprocher les dons que mes ancêtres ont donné,
Je suis le rêve et l'espoir de l'esclave.
Je me lève
Je me lève
Je me lève.

Poème: Maya Angelou

MOMENTS ET STRATEGIES DE CHANGEMENT

Depuis quelques années, les membres de JASS ont revu et raffiné leur compréhension du pouvoir et des stratégies en tirant les leçons de nos expériences vécues dans différents contextes à travers le monde. Dans les années 1970-80 l'**éducation populaire et des coordinations de terrain** ont permis des analyses et des méthodologies utiles pour confronter les expériences de l'oppression et construire un pouvoir collectif. L'importance de l'éducation populaire dans la transformation sociale, dans la prise de conscience et dans l'organisation des mouvements s'est avérée être une approche incontestable mais incomplète puisqu'elle est orientée vers la lutte des classes sans tenir compte des autres formes de subordination et de résistance. Au même moment, les mouvements révolutionnaires ont été source d'inspiration mais également source de leçons amères sur le pouvoir et le changement.

Alors que l'éducation populaire devenait de plus en plus dépolitisée et que certains d'entre nous s'engageaient profondément dans le travail **d'autonomisation des femmes et de défense des droits des femmes**, nous avons adapté nos stratégies pour répondre aux multiples formes que peut prendre l'oppression. Influencés par les pensées féministes entre autres, nous avons cru de nouveau à la vision du changement par l'évolution du pouvoir. Ces approches ont encore été adaptées afin de répondre à la promesse de démocratisation dans les années 90, où nous nous sommes impliqués dans des stratégies visant à revendiquer des droits et à redéfinir la participation des citoyens à travers

des campagnes en faveur de la **primauté des hommes et des femmes**. Récemment, le pouvoir du néolibéralisme et des fondamentalismes, ajouté à la dépolitisation du combat par quelques ONG puissantes dont la seule préoccupation est de voir des solutions rapides aux questions techniques et de préserver leur image de marque, nous ont ramenés aux questions de coordination, de prise de conscience et de **construction des mouvements**.

Apprenons aux autres et à nous-mêmes que la politique ne doit pas être l'art du possible... mais que ce peut être aussi l'art de l'impossible, c'est-à-dire, l'art de rendre meilleur à la fois le monde et nous-mêmes.

Vaclav Havel, Président de la Tchécoslovaquie, 1990

Quand la politique démocratique ne parvient plus à structurer la discussion sur la manière d'organiser notre vie commune et qu'elle se borne à assurer les conditions d'un bon fonctionnement du marché, les conditions sont réunies pour que des démagogues talentueux expriment les frustrations populaires. Il faut comprendre que, dans une large mesure, le succès des partis populistes de droite est dû au fait qu'ils alimentent l'espoir et la conviction que les choses pourraient être différentes. Cet espoir est évidemment illusoire. Il repose sur des prémisses erronées et sur des mécanismes d'exclusion insupportables dans lesquels la xénophobie joue habituellement un rôle central. Mais dès lors que ces partis sont les seuls à offrir un débouché aux passions politiques, leur prétention à offrir une alternative peut être séduisante. (*Chantal Mouffe, 2002*)

LE CONTEXTE : UN TISSU SOCIAL EN LAMBEAUX

Les gens ont droit à une vie en bonne santé et productive en harmonie avec la nature.

Agenda pour le changement du Sommet de la Terre, Rio de Janeiro, 1993

Le contexte global qui dessine les possibilités actuelles de changement présente un sombre panorama. Les avancées des grandes multinationales dans le contexte de la mondialisation, des politiques néo conservatrices et des fondamentalismes sont en train de déchirer le tissu social des sociétés dans le monde, en déplaçant des communautés et en saccageant les notions de bien commun et de solidarité.

Le rôle de l'Etat, normalement défenseur et protecteur des droits humains, a été érodé. Aussi bien au Nord qu'au Sud, la notion de bien public n'a plus de valeur. Renforcé par la vision du droit et de la moralité de l'administration américaine, l'accent mis sur la sécurité nationale a entraîné de nouvelles formes de militarisme, en réduisant les budgets publics et en intensifiant les divisions entre les nations et les personnes. Pour les femmes, cela a entraîné une atteinte dramatique de leurs droits essentiels ainsi que des attaques virulentes de leur droits en matière de procréation. Dans la majorité des pays, les budgets consacrés aux services publics, qui visent à corriger les inégalités, ont subi des coupes drastiques. Les idéologies dominantes délégitiment le rôle de redistribution et de médiation de l'Etat, en accentuant la philanthropie privée pour garantir à la place du gouvernement le bien-être de base et en diminuant encore plus la capacité de l'Etat à gouverner et à contribuer à la bonne santé du tissu social.

Devant les accroc de ce tissu social, un profond sentiment de désolation et d'aliénation imprègne la vie des populations en fonction de leur classe sociale, de leur race, de leur sexe et des clivages

nationaux. Face à des attaques terroristes, des guerres, des violences quotidiennes dans les rues et une inégalité croissante, les gouvernements utilisent la peur et l'intolérance pour contrôler et manipuler les personnes, en augmentant l'anxiété et l'état d'alerte. Pour surmonter l'insécurité et la peur, des individus dans tous les coins du monde cherchent un sens en s'impliquant dans les différentes communautés. Dans de telles conditions, toute forme de communauté peut paraître mieux que rien. L'apparition de fondamentalismes en tout genre a offert des perspectives communes pour simplifier les complexités du monde qui rassurent tout en protégeant par le biais de l'appartenance à la communauté, source de relations. Ces simplifications essaient d'homogénéiser la vie, en renforçant les stéréotypes, la hiérarchie et les privilèges « naturels ». Elles réduisent les complications de la vie à une vision simpliste du bien et du mal, du bon et du mauvais, où les relations de pouvoir implantées au sein d'un système patriarcal, fondé sur les races et les classes sociales deviennent invisibles.

La concentration croissante des médias a facilité la propagation de la culture commerciale occidentale et du consumérisme, qui alimente la pensée anti Occident et le renouveau des fondamentalismes. La tendance avérée pour des informations sensationnelles et divertissantes conduit à réduire la diffusion d'informations raisonnées et rigoureuses. Les adultes qui se battent pour survivre et qui ont charge de famille n'ont que peu de temps pour rechercher des explications alternatives à ce qui leur arrive.

Les technologies de la communication et l'immigration en constante évolution ont permis aux personnes de se connecter globalement et de former de nouvelles communautés virtuelles et transfrontalières qui questionnent les fondamentalismes et permettent de construire des liens qui redéfinissent et permettent de réparer le tissu social. La possibilité d'utiliser de multiples sources de connaissance de façon passionnante et de construire des réseaux alternatifs offre de nombreuses promesses pour la justice comme en témoigne l'extraordinaire travail de la Campagne Internationale contre les Mines Terrestres (« International Land Mines Campaign »), ou la force en pleine croissance des mouvements transnationaux de citoyens ou bien encore l'énergie sans cesse grandissante des processus du Forum Social Mondial. En revanche, la capacité à prendre la mesure réelle de ce potentiel pour créer des liens et envisager des actions requiert un accès plus équitable à ces sources d'informations mieux réparties géographiquement et dans les différentes classes sociales ainsi que le renforcement de l'esprit critique pour analyser la qualité des informations et pour développer des façons de voir, des idées et des stratégies alternatives.

Etant donné la centralisation des idéologies dominantes dans le paysage actuel du monde, les militants s'orientent vers le développement de stratégies qui visent à réaffirmer les valeurs communes de dignité, d'impartialité et de communauté, et à renforcer une vision du monde et des agendas qui prônent le bien être social, économique et environnemental. Cette énergie renouvelée et cette vision plus holistique du changement sont source d'inspiration et offrent de nouvelles possibilités pour revitaliser les mouvements sociaux et leurs plans d'actions. La manière dont nous utiliserons ce *pouvoir de cœur, d'esprit et de solidarité* pour affronter les forces accablantes constitue le défi de notre époque.

Nous luttons pour le cœur et l'esprit de communauté – communauté construite sur l'engagement à faire prévaloir le bien commun et la coopération... maintenu par les liens solides des relations humaines qui respectent la diversité et les Droits humains, une natte de justice tissée avec de multiples fils de pouvoir et de personnes...

*Femmes dirigeantes du Mexique et d'Amérique Centrale, JASS
Movement Building Institute, Septembre 2006*

LE DEFI DU POUVOIR²

Nous n'avons pas retenu nos leçons de physique – nous avons oublié les leçons de base qui indiquent que pour chaque action il y a une réaction égale ou plus grande.

Militante féministe mexicaine après les réactions contre les Droits des Femmes

Alors que le pouvoir doit faire partie de la dynamique intégrale du changement, celui-ci semble être un des sujets les plus difficiles et dérangeants à aborder. Le pouvoir peut paraître spécialement monolithique et impénétrable pour les individus qui ont vécu sous des régimes qui nient les libertés ou répriment la liberté d'expression et la participation des personnes. Le pouvoir est alors perçu comme une relation gagnant – perdant. Avoir du pouvoir est un jeu à somme nulle, qui implique de le prendre à quelqu'un d'autre, et de l'utiliser ensuite de sorte à éviter que d'autres s'en emparent. Une vision aussi réduite peut paralyser l'analyse et l'action. Quand les personnes perçoivent le pouvoir comme quelque chose de sinistre et paralysant, elles sont incapables de reconnaître leurs propres sources de pouvoir.

En réalité, le pouvoir est dynamique, relationnel et multidimensionnel, et change par rapport au contexte, aux circonstances et aux intérêts. Le pouvoir peut passer de la domination et de la résistance à la collaboration et à la transformation. Ce sont de bonnes nouvelles pour les promoteurs de la justice sociale dont les stratégies dépendent des nouvelles opportunités et des ouvertures pouvant être dégagées de la pratique et de la structure du pouvoir.

Avons-nous oublié le pouvoir ?

Malgré la nature dynamique du pouvoir, les programmes et les stratégies qui sont en train de promouvoir les Droits humains, l'égalité et la justice dans le monde se sont apparemment cantonnés à des approches superficielles du pouvoir, et en ayant une grande confiance dans les politiques et les solutions techniques. Cette difficulté à appréhender les complexités du pouvoir peut occasionner la perte d'opportunités ou le choix de mauvaises stratégies, ou même s'avérer risqué et contreproductif.

Les approches utilisées pour encourager l'engagement des citoyens comme le processus des DSRP de la Banque Mondiale³ et la pléthore de « sommets citoyens » et « de sessions d'écoute » visent à mettre tout le monde, toutes les parties prenantes, autour de la table mais ont été incapables de comprendre que la dynamique du pouvoir qui se joue entre des intérêts conflictuels a un impact énorme sur la possibilité de participation des personnes et influe aussi sur les résultats de ces sessions. Toutes les parties prenantes ne sont pas égales, même si bien souvent elles sont traitées comme tel, alors que les agendas et les discussions laissent de côté des sujets cruciaux (Rowden et Irama 2005). En conséquence, le plus souvent ces processus ne produisent pas de nouvelles orientations politiques ni de changements réels sur la prise de décisions et peuvent renforcer le cynisme de certains sur la valeur de « cette participation ». En fait, ces processus renforcent, au lieu de changer, les conflits de pouvoir ayant trait à la race et l'ethnicité, la classe sociale et le sexe qui déterminent les attentes et les comportements des gens au sujet des agendas de ceux qui vont être écoutés et pris en compte.

Au niveau international, les années 90 ont constitué l'âge d'or des militants de la société civile qui ont utilisé des conférences importantes des Nations Unies et des réunions internationales pour atteindre des succès politiques indéniables et l'inflexion des discours sur toute une gamme de problèmes allant de l'environnement jusqu'au droits des femmes. De nos jours, certains d'entre eux se rendent compte qu'ils n'ont pas su anticiper complètement les effets collatéraux et les diverses formes de pouvoir nées de ces victoires. Récemment, les actions de défense ou de soutien ont soulevé des questions sur la pertinence de ces ouvertures politiques en direction de la justice sociale.⁴ Certains militants pensent que ces avancées politiques sont des leurres pour détourner les militants d'opportunités de changement au niveau national ou de revendications plus urgentes. Nombre d'entre eux sentent que l'accent mis sur la campagne et la mise en place de programmes a dépolitisé les stratégies pour la justice sociale et a provoqué une coupure entre le niveau local, le niveau national et le niveau mondial ainsi qu'entre les militants et les mouvements sociaux.

Le contexte actuel présente des défis considérables pour les militants. De nouveaux efforts plus audacieux sont nécessaires pour obtenir la transformation du pouvoir et une vision des mouvements pour la justice. Au sein même du groupe des coordinateurs très occupés et des militants très pragmatiques, il existe des réticences à analyser les hypothèses de base du pouvoir et de la notion de changement, ou à évaluer l'histoire, entreprises qui sont considérées trop abstraites et trop théoriques. En général, les gens pensent que les concepts doivent être manipulés par les chercheurs et non pas par ceux qui sont sur le terrain. Cette fausse dichotomie peut avoir des conséquences invalidantes pour l'action puisqu'elle nie l'analyse systématique et les leçons à tirer des expériences

vécues. Débattre, de manière réfléchi et collective, sur les notions de pouvoir et de changement et sur la façon dont ils sont mis en œuvre dans des politiques en faveur de la vie, sans oublier la structuration des expériences est absolument nécessaire pour agir sur l'articulation de la promotion du changement. Cette discussion est en elle-même une *stratégie de coordination et d'autonomisation*.

Notions de base du pouvoir

Martin Luther King Jr., le leader américain des droits civils qui défia le racisme et l'injustice économique pendant la première moitié du XX^{ème} siècle, définit le pouvoir comme « la capacité à atteindre un objectif. C'est la force nécessaire pour réaliser des changements au niveau social, politique et économique. » En fonction de ses objectifs, des valeurs qui le guident, et de la façon dont il est utilisé, le pouvoir peut mettre en place la justice et éliminer les inégalités.

Sources et expressions du pouvoir

Il existe plusieurs catégories de pouvoir, qu'elles soient d'ordre économique, politique, social, ou culturel. Les militants des droits des femmes et les féministes ont développé d'autres catégories qui clarifient les diverses sources et les expressions du pouvoir – aussi bien positives que négatives. Celles-ci incluent les formes du pouvoir qui contrôlent, majoritaires et très communes – *le pouvoir sur* – et les formes qui reposent plus sur le principe de la vie et de la transformation – *le pouvoir avec, le pouvoir de, et le pouvoir au sein de*. Ces différents intitulés du pouvoir ont un caractère libérateur et élargissent le spectre des idées. En utilisant ces types de catégories analytiques, les personnes peuvent mieux comprendre comment les forces de subordination et les inégalités opèrent dans leur propre vie et entrevoir des stratégies et des pouvoirs alternatifs à travers lesquels elles arriveront à défier l'injustice.

La justice et le pouvoir doivent s'unir, pour que ce qui est juste soit puissant, et pour que ce qui est puissant soit juste.

Blaise Pascal

Le pouvoir peut être défini comme le degré de contrôle sur les ressources matérielles, humaines, intellectuelles et financières, exercés par différents secteurs de la société. Le contrôle de ces ressources devient une source de pouvoir individuel et social... L'étendue du pouvoir d'un individu ou d'un groupe est fonction du nombre de types de ressources qui peut être atteint et contrôlé. Différents degrés de pouvoir sont soutenus et perpétués à travers les divisions sociales fondées sur les différences de sexe, d'âge, de classe sociale, d'ethnie, de race, d'habitants du Nord ou du Sud ainsi qu'à travers les institutions comme la famille, la religion, l'éducation, les médias, la loi, etc.... Il existe un processus continu de résistance et de contestation des secteurs de la société les moins puissants et les plus marginalisés, qui provoquent différents degrés de changement dans les structures du pouvoir. Quand ces contestations deviennent suffisamment fortes et étendues il peut en résulter une transformation totale d'une structure de pouvoir.

(Srilatha Batliwala, 1995)

Le pouvoir sur

La forme de pouvoir la plus connue, *le pouvoir sur*, est associée aux aspects négatifs de son expression comme la répression, la force, la cohésion, la discrimination, la corruption et les abus. Dans sa forme la plus élémentaire, ce pouvoir opère de sorte à privilégier certaines personnes tout en marginalisant d'autres personnes. En politique, ceux qui contrôlent les discours et qui prennent les décisions ont du pouvoir sur (le pouvoir sur) ceux qui n'en ont pas tout en les empêchant d'y accéder ou de participer. Quand l'accès aux ressources importantes comme la terre, les soins médicaux et le travail est refusé aux personnes, *le pouvoir sur* perpétue l'inégalité, l'injustice et la pauvreté.

En l'absence de modèles alternatifs, les personnes reproduisent le modèle de *pouvoir sur* dans leurs relations personnelles, leurs valeurs, au sein de leurs communautés et de leurs institutions. Par exemple, pour garder des relations sentimentales avec les hommes qui sont essentiels à la stabilité et à la survie économique des familles, les femmes sentent qu'elles doivent céder de leur propre pouvoir ou l'utiliser de manière manipulatrice. Quand les femmes ou les personnes appartenant à des groupes marginalisés ou démunis accèdent à des positions dirigeantes, ils «reproduisent quelquefois le comportement de l'opresseur ». Les militants ne peuvent donc espérer que l'expérience de l'exclusion prépare les personnes au concept de gouvernance démocratique. De nouvelles formes de gouvernance et de prise de décision doivent être explicitement définies, enseignées, et encouragées pour arriver à promouvoir des expressions démocratiques du pouvoir. Une partie de ce processus requiert que les valeurs soient remises en question en revendiquant tout spécialement celles qui encouragent la justice, l'équité et la compassion.

Espace invité ou espace revendiqué ?

Les échecs de la politique pour aboutir à un changement réel, souhaité par les militants ont mené à une analyse plus proche et plus nuancée des espaces politiques pour évaluer leur degré d'importance stratégique. Les distinctions qui suivent peuvent s'avérer utiles pour déterminer l'étendue de l'engagement et de l'éventuel mais parfois nécessaire désengagement. Un **espace fermé** est un espace où les décisions sont prises par un groupe de personnes appartenant à l'élite, tels que des représentants du gouvernement, à huis clos et sans aucune volonté de participation publique. La société civile travaille généralement pour défier et ouvrir ce type d'espaces fermés en les remplaçant par des **espaces revendiqués** où il y a suffisamment de place pour négocier ses propres agendas. Le travail sur le budget participatif à Porto Alegre, au Brésil, en est un exemple très connu. Les groupes de la société civile créent aussi des **espaces autonomes**, comme le Forum Social Mondial. Ils fournissent aux groupes une opportunité pour développer des agendas, des compétences et un effort de solidarité sans intervention ou contrôle des détenteurs du pouvoir issus des grandes sociétés ou du gouvernement. Avec la pression croissante de la société civile exercée au cours de la dernière décennie, de puissantes institutions politiques ont créé des **espaces invités** où un groupe d'acteurs de la société civile sélectionné, bien souvent de grandes ONG, est invité à participer à une concertation politique animés par des officiels. Les agendas et les décisions possibles sont, en général, contrôlés en dernier recours par les institutions officielles et ne se prêtent ni au changement ni à la négociation. Alors que les espaces invités pourraient offrir de réelles possibilités pour influencer les décisions et sont des lieux idéaux pour la création de réseaux, ils produisent rarement des résultats durables sur des sujets fondamentaux comme celui de la justice sociale. De toute façon, le danger le plus pressant est qu'ils peuvent servir d'instrument pour légitimer le *statu quo* et constituer des leurres pour dévier les énergies et les ressources de la société civile (voir note finale 4).

TROIS VISIONS DU POUVOIR FONDAMENTALES

... le pardon et la compassion sont toujours liés : comment peut-on faire pour que les personnes soient tenues responsables de leurs actes négatifs tout en restant au contact de leur humanité pour croire en leur capacité à changer ?

bell hooks

Des hommes du terrain et des universitaires ont recherché des manières plus collaboratives pour exercer et utiliser le pouvoir. En tirant des leçons de leurs propres expériences de pouvoir, qu'elles soient positives ou négatives, les féministes utilisent la notion de pouvoir fondamental ou « d'affirmation de la vie ». Elles voient cette forme de pouvoir comme une manière de se concentrer sur les idées qui soulignent l'affirmation et le développement de la vie, en s'appuyant sur les responsabilités induites par une préoccupation constante de la vie sous toutes ses formes. Les paramètres et l'éthique qui motivent ce pouvoir proviennent de l'accent mis à la fois sur les droits et les responsabilités et sur le renouveau et la régénération de la vie avec toutes les énergies, les forces, la créativité et le chaos. Cette pensée imagine de multiples formes et centres de leadership en provenance de différents endroits et en fonction des besoins, des événements, des moments et des langages.⁵ Cette recherche d'alternatives est en cours mais offre déjà de nouvelles directions dans l'expression et l'utilisation du pouvoir comme on peut le voir dans les trois visions présentées ci-dessous.

Ces alternatives offrent des directions positives d'expression du pouvoir qui créent la possibilité de former des relations et des structures plus justes et qui transforment le *pouvoir sur*. En réaffirmant la capacité des personnes à agir de manière créative et collective, elles fournissent quelques principes de base pour construire des stratégies de réattribution du pouvoir.

Vision 1 : Le pouvoir avec

Le pouvoir avec a pour objectif de trouver des bases communes aux différents intérêts dans le but de construire une force collective. En se basant sur le soutien réciproque, la solidarité, la coopération, la reconnaissance et le respect des différences, le *pouvoir avec* multiplie les talents individuels, les connaissances et les ressources pour obtenir un meilleur impact. Le *pouvoir avec* peut aider à combler les fossés creusés par les différences en reconnaissant ouvertement les conflits et en cherchant à les transformer et à les résoudre dans le contexte d'un objectif plus large. Le *Pouvoir avec* peut avoir un impact majeur et peut construire des communautés sur de bonnes bases en prenant en considération l'aspect spirituel. À l'heure actuelle où les efforts en faveur de plus de justice sociale sont trop institutionnalisés et en même temps fragmentés, des stratégies claires de construction et de promotion du *pouvoir avec* sont vitales et passent par des alliances et la création de mouvements. Cela requiert une méthodologie pour accepter les diversités et les différends dans le but d'établir des bases communes autour du partage de valeurs et de visions du bien-être collectif.

Vision 2 : Le pouvoir de

Le pouvoir de fait référence au potentiel unique de chaque personne pour façonner sa vie et son monde. L'éducation, la formation et le développement de leadership pour la justice sociales sont fondés sur la croyance que chaque individu a le *pouvoir de* faire une différence, laquelle peut être enrichie par de nouvelles compétences, par plus de connaissances, de conscience et de confiance. Basé sur un soutien réciproque, cette manière de voir augmente les possibilités d'actions communes ou le *pouvoir avec* les autres. Pour que les efforts d'organisation et de lobbying triomphent, ils doivent utiliser et alimenter le potentiel de *pouvoir de* des personnes. Ceci est particulièrement important à une époque où les expertises venues d'en haut et les solutions techniques sont à leur apogée. Ces tendances minent le *pouvoir de* des personnes – en favorisant le retrait de la vie publique et en renforçant la résignation.

Vision 3 : Le pouvoir au sein de

Le pouvoir au sein de concerne la valeur que les personnes ont d'elles-mêmes et les connaissances qu'elles estiment avoir. Il se fonde sur une base philosophique qui encourage une vision des Droits humains et des responsabilités et sur la reconnaissance des différences individuelles en respectant les autres. *Le pouvoir au sein de* repose sur l'imagination et l'espérance; il affirme la quête de dignité et d'épanouissement, commune à tous, et il est renforcé par une compréhension du pouvoir et du bien commun et nécessite de récuser et de questionner sans cesse les préjugés. La spiritualité, les contes, la musique, la danse et l'esprit critique peuvent affirmer le *pouvoir au sein de* des personnes, pour redonner des forces aux efforts non comptés des militants pour la justice sociale. Les militants de base qui structurent les efforts utilisent ces méthodes pour aider les personnes à prendre conscience de leur valeur personnelle, à écouter leurs rêves et leurs espoirs et à reconnaître leur *pouvoir de* et *au sein de*.

Toutes ces expressions du pouvoir d'affirmation de la vie sont essentielles pour le concept connu sous le nom de « capacité à agir » - la capacité des êtres humains à agir et à changer le monde – un terme utilisé par les spécialistes du changement et du développement social. Cette notion provient des éléments de pouvoir que l'on retrouve dans des expressions comme le pouvoir des chiffres, la confiance, l'expérience, l'esprit critique, le savoir, l'organisation, la vision, l'humeur, la persistance, l'engagement, la solidarité, la chanson, la poésie, la langue parlée, le rap et les histoires. Apparemment simples, ces formes de pensée positive sur le pouvoir des personnes peuvent mener à des stratégies de constructions de mouvements plus effectives et intégrées. Elles permettent de garantir que les plans d'actions pour le changement ne se cantonnent pas à du lobbying ni ne se réduisent à une formule mécanique, mais justifient et prennent en compte les manières par lesquelles les personnes se sentent réhabilitées, enthousiasmées et solidaires. En s'accrochant au *pouvoir de*, au *pouvoir au sein de* et au *pouvoir avec*, les stratégies doivent prendre en compte les dimensions psychologiques et sociales de l'oppression et de la subordination qui – par la race, l'ethnicité, le sexe, la classe sociale, l'orientation sexuelle et d'autres facteurs – laissent aux personnes un sentiment d'infériorité, d'isolation, de cynisme et souvent beaucoup de colère.

Un des plus gros problèmes de l'histoire est que les concepts d'amour et de pouvoir ont toujours été mis en opposition, des pôles opposés, de sorte que l'amour est identifié à la démission du pouvoir, et le pouvoir à la négation de l'amour. Nous devons nous rendre compte que le pouvoir sans amour est désespéré et abusif, et que l'amour sans pouvoir est sentimental et anémique... Le meilleur des pouvoirs est l'amour qui met en œuvre les demandes de justice, et la meilleure justice est celle de l'amour qui corrige tout ce qui s'oppose à l'amour.

Martin Luther King Jr.

Et le personnel est politique

En se concentrant une fois de plus sur le pouvoir, nous retrouvons ce proverbe féministe bien connu. On pourrait penser que la crise du VIH/SIDA – une maladie transmise par les relations sexuelles – aurait pu nous aider à recentrer les efforts de changement en directions des relations entre les dynamiques personnels et publics du pouvoir. Au contraire, les programmes qui se concentrent sur les préservatifs et sur l'abstinence ne prennent pas du tout en compte le fait que, culturellement, les femmes, et plus particulièrement celles qui sont mariées, sont, en général, incapables d'imposer ces précautions à leurs partenaires.

Les professionnels sur le terrain et les spécialistes des problèmes de réhabilitation des femmes expliquent que le pouvoir se forme à trois niveaux qui interagissent entre eux – la sphère publique, la sphère privée et la sphère intime. La sphère publique et le pouvoir qui y est exercé touchent les hommes et les femmes au travail et dans leurs communautés. Dans la sphère privée, il est question des relations et des rôles au sein de la famille, des amis, des partenaires sexuels, du mariage, etc. Au niveau intime, cela touche à la confiance en soi, à la psychologie et au rapport avec son propre corps et la santé.

Pour un individu, homme ou femme, l'expérience du pouvoir et le manque de pouvoir diffère non seulement pour des questions d'identité (race, classe sociale, âge et orientation sexuelle, etc.). L'expérience peut aussi être contradictoire dans des sphères différentes de leur vie. Par exemple, une femme politique qui paraît assurée en public peut accepter un rôle de subordonnée au sein de sa famille; elle peut même surmonter de mauvais traitements de la part de son partenaire en se raccrochant à son métier de femmes politique et à ces exigences. Dans le monde entier, il est fréquent que les femmes assument les mêmes charges de travail que leurs partenaires masculins tout en étant en première ligne ou seule pour la cuisine, la lessive, les enfants et les personnes âgées de la famille. En dépit des avancées dans le domaine de l'égalité hommes-femmes dans d'autres domaines d'activités, cette charge de travail débilante ne semble pas diminuer. Ce qui peut paraître comme un niveau d'acceptation incohérent des femmes qui apparaissent revalorisées est souvent le

résultat d'un compromis complexe entre le coût et les avantages que les femmes peuvent tirer de cette revalorisation. La dynamique du pouvoir qui se reflète dans ces rôles est tellement ancrée et normalisée que les femmes qui remettent en cause ce pouvoir par de petites modifications de leur comportement, risquent de se retrouver isolées, critiquées, ridiculisées ou même victimes de violence de la part de leur partenaire, de leur famille ou de leurs communautés.

La prise en compte de ces expériences de pouvoir ou d'absence de pouvoir permet de comprendre les tensions et contradictions que les femmes subissent lorsqu'elles s'impliquent dans la lutte pour la justice sociale. Des plans d'actions pour le changement qui ne se concentrent que sur la sphère publique dans le domaine public ignorent les sacrifices en temps et en énergie pour les femmes qui s'engagent, et ce fait peuvent annihiler toute volonté d'engagement de la part de ces personnes.

UNE DES FORMES DE DISCRIMINATION

La discrimination est présente dans toutes les sociétés dans une diversité de manières de sorte que les ressources et les bénéfices sont distribués de façon inégale en fonction de la race, de l'ethnicité, du sexe, de la classe sociale, de la religion et du lieu géographique. La discrimination et l'exclusion dépendent de ceux qui ont accès et de ceux qui ont le contrôle de ceux-ci.

Accès : l'opportunité de se servir de quelque chose pour un plus grand gain.

Contrôle : l'habileté de définir les modalités de l'accès et d'imposer cette définition aux autres.

Les ressources peuvent inclure :

les ressources économiques ou productives , telles que la terre, l'équipement, les outils, l'argent, l'emploi	les ressources politiques telles que les organisations représentatives, le leadership, l'éducation et l'information, l'expérience dans le domaine public, la confiance en soi et la crédibilité	le temps qui est particulièrement rare et critique pour les femmes
--	--	---

Les bénéfices concernent les besoins de base – cela comprend la nourriture, l'habillement et le logement, le revenu – mais constituent des avoirs qui n'améliorent pas la position de la personne dans la société – comme l'éducation, la propriété de biens, le pouvoir politique, le prestige, les relations et les opportunités pour se lancer dans de nouveaux champs d'intérêts.

L'égalité et l'opportunité – une politique commune pour faciliter l'accès – ne parviennent pas à corriger la discrimination car les personnes ne sont pas dans la même position, à cause souvent d'un passé moins favorable, et ne peuvent se saisir des opportunités. La socialisation joue un rôle important dans le maintien des choses de cette façon en normalisant l'inégalité, en la traitant à la fois comme « naturelle » et comme résultat d'une incapacité individuelle, ou traits de caractères présents dès la naissance.

Le privilège blanc est un paquet invisible de biens immérités que je peux encaisser au quotidien, mais pour lequel je suis censé ne pas en être conscient.

(Peggy McIntosh, 1988)

LES INTERSECTIONS DE L'IDENTITE ET DE LA DIFFERENCE

Face à des structures et des normes sociales, profondément enracinées, qui renforcent la discrimination et l'oppression, les personnes expérimentent les dynamiques du pouvoir de différente façon en fonction de leurs caractéristiques sociales ou des identités qui les composent. Nous avons tous de multiples identités généralement nuancées – basées sur le sexe, la classe sociale, la race, l'ethnicité, la religion, l'éducation, l'âge, l'orientation sexuelle, le talent, etc. C'est ainsi que l'on peut vivre des expériences de privilège et de subordination en même temps. Par exemple, dans n'importe quel coin du monde, un médecin femme ou la dirigeante d'une ONG qui est respectée dans sa profession peut souffrir de violence conjugale à la maison. Dans un cadre précis, une personne peut être plus puissante alors que dans un autre cadre, elle subit une discrimination. Par exemple, aux Etats-Unis, un cadre afro-américain peut se retrouver incapable de héler un taxi avec succès car il est victime du stéréotype d'homme afro-américain dangereux véhiculé par les médias et la culture populaire.

La compréhension des interactions entre pouvoir et identité peut permettre de défaire les dynamiques contradictoires qui troublent et démasquent les personnes qui militent pour la justice sociale et l'égalité. En nommant les différences et les ressemblances, cette intersection de caractéristiques personnelles, appelé *le caractère d'intersection*, nous permettent d'identifier un référentiel et des actions communs.

Le caractère d'intersection est un outil analytique qui nous aide à comprendre et à prendre en compte l'interconnexion des caractéristiques sociales ou des identités de chaque personne qui composent des expériences spécifiques et uniques d'oppression et de privilège. Le caractère d'intersection permet d'aller plus loin qu'une conception simplifiée de l'identité – « femmes » ou « classe ouvrière » ou « autochtone » - pour faire apparaître les complexités des privilèges et de la subordination qui sont quelque fois ignorées ou mises de côté. Les disparités de pouvoir et de privilège au sein d'un groupe ne peuvent être résolues sans qu'elles soient dans un premier temps identifiées et reconnues. Les analyses faites par les féministes des expériences des femmes au cours des années offrent de riches points de vue sur les dynamiques de pouvoir et d'oppression. Alors que la classe sociale continue à être un déterminant puissant d'inégalité et du sentiment de pouvoir ou d'absence de pouvoir des personnes, le sexe et la race sont généralement aussi puissants à cause des solides préjugés de la socialisation qui « maintiennent les gens à leur place ».

Des efforts louables ont été faits pour développer une nouvelle conscience de la valeur personnelle de chacun et pour redonner aux gens la fierté de leur identité mais ont abouti à l'isolement des personnes et à une impasse politique. Ce type de politique sur les identités n'arrive pas à faire partager aux uns et aux autres à la fois l'identité multiple, les problèmes communs et le sens des responsabilités. Ceci empêche la formation d'alliances sensées dans lesquelles les gens peuvent s'engager en tant que membres actifs et citoyens et non pas en tant que victimes. Une simplification excessive de l'identité qui sert de base à l'action politique a conduit à la fragmentation des mouvements sociaux, y compris des mouvements de femmes, et à la démobilitation d'alliances pleines d'enthousiasme et d'énergie.

Le problème que posent l'identité et le caractère d'intersection est de reconnaître et de résoudre les différences et les inégalités, mais sans permettre que cela ne devienne un précipice infranchissable qui empêche d'identifier les bases communes et de construire des relations de solidarité. Les alliances potentiellement puissantes de lutte pour la justice sociale – depuis les coalitions nord/sud jusqu'aux liens entre les mouvements de base et les militants politiques à l'échelle globale – font face à des questions importantes à propos de la notion de privilège et de contrôle. Dans certains cas, des tensions non résolues empêchent de progresser alors que d'autres alliances arrivent à reconnaître

les différences à l'intérieur de leurs rangs. Par exemple, le mouvement, en émergence, en faveur de la souveraineté alimentaire est en train de créer des bases communes aux divers groupes, en étant à l'écoute, à la fois des besoins et des préoccupations des petits agriculteurs, des militants qui luttent contre la faim dans le monde, des fédérations de paysans et des associations de consommateurs qui s'inquiètent de leur santé et de la qualité de la nourriture.

LE POUVOIR SUR: SES MULTIPLES DIMENSIONS⁶

Nous avons d'abord eu une journée pour les femmes. Après, on a eu une année. Après on a eu une décennie. Maintenant on attend d'avoir un siècle – et peut être après on sera accueillie sur la scène pour toute la durée du show.

Bella Abzug, féministe américaine

Au cours de la dernière décennie, les stratégies de lutte pour les droits sociaux et la justice se sont focalisées sur un seul aspect du pouvoir – le plus visible (voir ci-dessous). Cet accent mis sur les objectifs des politiques, les contentieux, les élections et les principaux médias a été encouragé par différents facteurs, dont les succès récents dans ce domaine et les priorités des donateurs. Mais à mesure qu'on rentre dans le XXI^{ème} siècle, la force des idéologies qui dessinent des possibilités et de nouvelles orientations pour aboutir à la justice sociale nous rappellent que le *pouvoir sur* opère à de multiples niveaux. Les militants se rendent compte, une fois de plus, que la justice sociale est en fin de compte une bataille des cœurs, de même que des cerveaux, et sont en train de chercher à comprendre et à toucher les multiples dimensions du pouvoir.

Pour disposer de *plus de pouvoir*, nous présentons trois dimensions interactives du *pouvoir sur* qui donnent les paramètres de l'action politique et du changement, en marginalisant quelques personnes alors qu'elles en privilégient d'autres. Ces dimensions vont des plus évidentes et visibles aux plus cachées et invisibles qui opèrent en coulisses. Même si elles sont présentées séparément, dans la pratique elles interagissent et se renforcent les unes aux autres et ont besoin d'être vues d'un point de vue fonctionnel, aussi bien que les méthodes pour défier les réseaux de discrimination et de subordination qu'elles créent.

Le pouvoir visible : la prise de décision observable

Une compréhension fréquente du pouvoir suppose que les désaccords à propos des différents intérêts en jeu sont négociés de manière transparente dans des espaces publics avec des règles connues de tous. Ces espaces publics sont généralement vus comme un terrain neutre – où la logique, les informations factuelles et le pouvoir de persuasion et la persévérance sont des facteurs clés pour aboutir à des compromis. La plupart des opérations de lobbying et des campagnes de soutien se focalisent sur ces espaces visibles qu'ils s'agissent de politiques publiques, de législatures, d'agences du gouvernement, de tribunaux, de partis politiques et des élections, de règlement corporatifs ou d'associations à but non lucratifs. Les stratégies qui reposent sur le lobbying, les médias, le règlement des contentions, les investigations et les analyses sont cruciaux.

En revanche, contrairement à la croyance du terrain neutre, il existe deux manières principales par lesquelles le pouvoir visible discrimine certains intérêts et certaines personnes :

- Les lois et les politiques biaisées qui peuvent paraître « neutres » mais qui servent clairement les intérêts d'un groupe de personnes au détriment d'autres groupes, comme les politiques de santé qui ne répondent pas correctement aux besoins spécifiques des femmes, ou les exigences en termes d'âge et de sexe pour l'accès à l'emploi;
- Les structures de prise de décisions fermées, corrompues ou non représentatives qui n'impliquent pas correctement les voix et les intérêts des personnes qu'elles sont censées servir.

Les stratégies de soutien qui ciblent cette dimension du pouvoir généralement essaient de changer le « qui, comment et quoi » de l'élaboration des mesures – ceux qui prennent les décisions, la transparence et le niveau du processus et les politiques – pour que la prise de décision soit plus démocratique et responsable et satisfasse les besoins et les droits du plus grand nombre. Cependant, remettre en question le pouvoir en se focalisant sur une seule de ses dimensions semble, de tout temps, insuffisant pour promouvoir et inspirer le changement sur le long terme.

Pouvoir occulte : élaboration de l'agenda politique

Certains acteurs influents qui formellement ne sont pas ceux qui décident (qu'ils soient élus, nommés ou tout autre) sont, en revanche, capables de contrôler ceux qui prennent part aux décisions et les problèmes incluent à l'ordre du jour. Le pouvoir occulte œuvre de manière à exclure et à minorer les préoccupations et la représentation d'autres groupes moins puissants, comme les femmes, les minorités raciales, les petits agriculteurs et les citadins défavorisés. Les difficultés qui surgissent pour obtenir une couverture médiatique positive et juste ont pour effet d'inhiber encore plus la visibilité et la légitimité, tout en semant la confusion dans l'esprit des citoyens ordinaires victimes de désinformation de surcroît. Alors que les grands médias sont de plus en plus contrôlés par un petit groupe de corporations, la possibilité d'obtenir une vision équilibrée ou même un simple relais d'informations diminue. Les analystes des médias et leurs critiques montrent comment la couverture limitée et négative à propos des femmes, des travailleurs, des immigrants, des minorités raciales et de leurs problèmes renforce les stéréotypes et les préjugés.

Les problèmes sont le plus souvent ignorés par ce type de pouvoir qui opère en coulisses et qui a une manière bien particulière d'encadrer et d'illustrer les problèmes qui se posent. Par exemple, le féminisme est considéré comme un mouvement élitiste ou une importation occidentale qui détruit les familles. Présenter la situation de cette façon détourne l'attention des réalités économiques qui font voler les familles en éclat. Pareillement, l'écologie est présentée comme un exercice loin du réel et théorique qui peut détruire les emplois; de nombreux dirigeants politiques structurent les décisions politiques en fonction des conditions de sécurité, manipulent la peur et l'anxiété pour justifier la guerre et réduire les libertés civiles tout en occultant les intérêts économiques.

En plus de contrôler l'agenda et les débats publics, les institutions publiques et privées sont généralement structurées pour exclure et discriminer systématiquement certaines catégories de personnes et d'idées. En interdisant que les voix et les problèmes importants bénéficient d'une large audience publique, les politiques mises en place sont biaisées de sorte à bénéficier à quelques uns au détriment de la majorité. Pour renforcer et gagner en légitimité auprès des groupes marginalisés et de leurs problèmes, les stratégies qui visent à remettre en cause les dynamiques du pouvoir occulte contribuent généralement au développement de leadership, à une meilleure organisation, à la construction de coalitions, à l'analyse et aux efforts en matière d'éducation des médias et des citoyens. En combinant des actions qui recherchent et utilisent le pouvoir des chiffres, la solidarité et les informations qui dénoncent, ces initiatives peuvent désigner ceux qui font la pluie et le beau temps et révéler leurs véritables intérêts.

Les pauvres et les personnes de couleur ont travaillé dans une société dans laquelle certains croient que nous avons surmonté notre passé raciste et que l'échec personnel vient de la pauvreté. Lorsque nous pensons au racisme, nous cherchons un individu coupable d'un ou de plusieurs actes isolés ; on entend le racisme principalement comme une caractéristique psychologique située dans le cerveau d'une personne raciste. De même, quand on pense à la pauvreté on pense principalement aux mauvaises décisions ou à la malchance d'un individu. Ces approches individualistes n'affectent pas seulement la façon dont on aborde les sujets de race et de pauvreté, mais aussi les problèmes qu'on y voit ou pas, et les solutions qu'on y apporte.

(John Powell, 1993)

Quelle est notre vision de la conscience politique ?

Une manière de voir et de donner un sens au monde, qui se base sur l'impartialité, la tolérance et la compassion. Formée par une prise de conscience continue du pouvoir, des privilèges et des inégalités dans les deux sphères, publique et privée, une personne dotée d'une conscience politique se bat pour respecter et comprendre les différences tout en cherchant des points communs entre les gens. (Adapté de *A New Weave of Power, People and Politics*, page 62)

Le pouvoir invisible: en donnant du sens, de l'estime de soi et une idée de ce qui est « normal »

Probablement la plus insidieuse des trois dimensions du pouvoir, le pouvoir invisible dessine les frontières psychologiques et idéologiques du changement. Les problèmes réels et les idées à leur sujet ne sont pas seulement exclus des prises de décision mais aussi retirés des cerveaux et des consciences des personnes impliquées, et même de celles directement affectées par ces problèmes. En influençant la manière dont les individus pensent leur place dans le monde, ce niveau de pouvoir façonne les croyances des gens, leur estime de soi et entraîne l'acceptation du statu quo – en allant même jusqu'au caractère « naturel » de leur sentiment de supériorité ou d'infériorité. Les processus de socialisation, de culture et les idéologies perpétuent l'exclusion et les inégalités en définissant ce qui est normal, « vrai » et acceptable. Ces processus opèrent également de manière à rendre les injustices comme la pauvreté, le racisme, le sexisme et la corruption invisibles à la plus grande partie de la société, et transforment ceux qui souffrent de discrimination systématique l'objet de stigmatisation, jusqu'à ce que eux-mêmes se sentent coupables.

De même, les informations clé sont gardées secrètes pour que les problèmes restent invisibles et ne puissent plus être posés sur la table des négociations. Par exemple, les industries du tabac savaient depuis de longues années que le tabac et le tabagisme passif était la cause de nombreux cancers mais leurs analyses furent cachées aux gens pendant très longtemps. Le tabac ne fut donc pas considéré comme un problème de santé publique jusqu'au moment où ces informations furent finalement révélées. Le fait que les armes de destruction massive n'existaient pas fut caché au monde entier et ce mensonge a permis de justifier la guerre en Irak avec ses terribles résultats. Pareillement, l'administration américaine soutient les puissants lobbies pétroliers en cachant et en minimisant les informations qui alertent sur les dangers causés par le réchauffement de la planète.

Les stratégies de changement pour contrer le pouvoir invisible ciblent la culture sociale et politique. Elles cherchent à créer des valeurs et des points de vue mondiaux alternatifs, réelles, vivantes et visibles par le biais de l'éducation publique, par des stratégies de communication créatives en direction des médias en utilisant la poésie, le théâtre et la musique, de même que les quotidiens d'informations. De façon plus importante, l'éducation populaire et les stratégies de réattribution du pouvoir se concentrent sur la remise en question des idéologies dominantes, sur l'amélioration des capacités d'esprit critique, sur les visions du bien commun et de la conscience individuelle et collective. Ces stratégies permettent de transformer la manière dont les gens se considèrent eux-mêmes et considèrent les autres, et leur permettent d'imaginer des possibilités et des alternatives pour l'avenir. Si on y ajoute des méthodes pour détecter et divulguer les informations occultes, comme les outils du *droit de savoir* utilisées pour démasquer les dictateurs, les pollueurs et la corruption d'entreprise, ceci peut être inestimable pour lever le voile sur ce type de pouvoir et le remettre en question.

A la page suivante, nous présentons une matrice sur le pouvoir qui peut être un outil d'analyse, de planification et d'évaluation du système.

LA MATRICE DE POUVOIR

Cette matrice présente l'interaction des différentes dimensions du pouvoir et fait apparaître les problèmes et les possibilités de participation et d'action citoyenne. Les distinctions entre les différentes dimensions ne sont ni nettes ni propres. Les flèches indiquent la nature interactive de ces expressions du pouvoir.⁷

MECANISMES A travers lesquels les dimensions de <i>pouvoir</i> opèrent pour exclure ou privilégier	EXEMPLES <i>Pouvoir sur</i>	REPONSES ET STRATEGIES <i>Pouvoir avec, Pouvoir au sein de, Pouvoir de</i>	
<p>Visible : Création et mise en application des règles Présidents, Premiers Ministres, Assemblées législatives, tribunaux, ministres, police, militaires, etc. Nations Unies, FMI, Banque Mondiale ; Organisation Mondiale du Commerce, Multinationales (Halliburton, Nike, Coca Cola), acteurs du secteur privé, Chambres de commerce, monde des affaires, etc.</p> <p>Instruments : politiques, lois, constitutions, budgets, règlements, conventions, accords, mise en oeuvre des mécanismes, etc.</p>	<p>Les lois ou politiques biaisées (ex. les politiques de santé qui ne tiennent pas compte des besoins en matière de santé de la reproduction des pauvres et des femmes).</p> <p>Les structures de prise de décision (Parlements, tribunaux, gouvernance des IFI, etc.) favorisent l'élite ou les puissants et ignorent la voix de certaines personnes non représentatives.</p> <p>Le principe d'égalité peut exister dans la loi, mais les Parlements et les tribunaux ne sont pas représentatifs des femmes et des minorités.</p> <p>Les organismes internationaux financiers/commerciaux sont dominés par le G8 en dépit du pouvoir économique croissant des autres pays.</p>	<p>Lobbying et surveillance</p> <p>Négociation et recours aux tribunaux</p> <p>Education publique et médias</p> <p>Analyse politique, propositions</p> <p>Rapports fantômes</p> <p>Marches et démonstrations</p> <p>Voter et postuler à des fonctions officielles</p> <p>Innover</p> <p>Collaboration</p> <p>Etc.</p>	Construire un pouvoir collectif
<p>Caché : Maîtrise de l'ordre du jour</p> <p>Exclusion et délégitimation : Certains groupes (et leurs problèmes) sont exclus de la prise de décision par les règles non écrites de la société et le contrôle politique des intérêts dominants et particuliers. L'intimidation, la désinformation et la cooptation rendent invisibles ces groupes et leurs problèmes. Exemples : le contrôle des industries du pétrole et du gaz sur l'énergie et sur les politiques environnementales et le débat public sur le réchauffement global et le changement climatique; l'influence de l'Eglise catholique sur les politiques de santé en matière de procréation en Amérique Latine et ailleurs, etc.</p> <p>Souvent, les institutions officielles dotées d'un pouvoir visible exercent aussi un pouvoir caché.</p>	<p>Les leaders sont considérés comme des créateurs de problèmes ou n'ayant aucune représentativité.</p> <p>Les problèmes liés à l'environnement sont considérés comme élitistes et irréalistes ; on reproche au féminisme la violence masculine / l'éclatement des familles / l'industrie du sexe. La violence conjugale, les soins aux enfants sont vus comme des sujets privés, personnels qui ne méritent pas une action publique ; le droit à la terre / les droits du travail des paysans sont des intérêts « spécifiques » et non économiquement viables.</p> <p>Les problèmes de ces groupes ne constituent pas des sujets « tendance » pour les médias et ne méritent pas de passer aux informations.</p>	<p>Création de coordinations dans les communautés ou les entités représentatives d'une appartenance autour des causes communes, et mobilisation pour peser sur les décisions grâce aux chiffres de participation et à l'action directe.</p> <p>Renforcement des coordinations, des coalitions, des mouvements et responsabilisation des leaders.</p> <p>Recherche participative et divulgation de l'information / des idées / des images qui valident et légitiment les problèmes de groupes exclus.</p> <p>Utilisation des médias alternatifs (Internet, radio) pour faire du « name and shame » – en mettant au grand jour les véritables priorités et les acteurs qui dominent les débats, les priorités et la politique.</p>	Affronter, S'engager, négocier
<p>Invisible : Conditionnement du sens, des valeurs et du « normal »</p> <p>Socialisation et contrôle de l'information : Les normes culturelles, les valeurs, les pratiques, les idéologies et les coutumes conditionnent les conceptions des individus de leurs besoins, leurs droits, leurs rôles, leurs possibilités et leurs actions d'une façon qui empêche toute action réelle en direction du changement, renforce les privilèges et l'infériorité, culpabilise la victime et « fabrique le consentement » . Les idéologies dominantes comprennent le néolibéralisme, le consumérisme et le capitalisme, le sexisme, le patriarcat, le racisme, etc. Les informations clés sont secrètes pour empêcher toute action et protéger ceux qui détiennent le pouvoir et leurs intérêts.</p>	<p>Socialisation / Oppression</p> <ol style="list-style-type: none"> Les systèmes de croyance tels que le patriarcat et le racisme entraînent l'intériorisation des sentiments d'impuissance, de honte, de colère, d'hostilité, d'apathie, de méfiance, d'absence de mérite, etc. spécialement pour les femmes, les minorités ethniques, les immigrants, la classe ouvrière, les pauvres, les jeunes, les homosexuels et les lesbiennes, etc. Les idéologies dominantes, les stéréotypes de la culture « populaire », l'éducation et les médias renforcent les préjugés et ceux-ci combinés au manque d'informations ou de connaissances inhibent les possibilités de se poser des questions, de résister et de participer au changement. <p>Exemples : les femmes culpabilisent en cas de violences conjugales; les fermiers pauvres culpabilisent de leur pauvreté en dépit de l'accès inégal aux marchés mondiaux ou aux prix et salaires décentés. Les informations essentielles sont biaisées, cachées ou inaccessibles (ex. armes de destruction massive en Irak)</p>	<p>L'éducation populaire, l'autonomisation, les nouveaux savoirs, les valeurs et l'esprit critique pour plus d'organisation, de leadership et de conscience pour édifier la confiance, la collaboration, la prise de conscience politique et un sens des droits / des responsabilités / de la citoyenneté, ce qui suppose des stratégies telles que : Echanger des histoires vécues, se faire entendre et se connecter aux autres, affirmer sa résistance, analyser le pouvoir et les valeurs, relier les problèmes concrets au droit, etc.</p> <p>En menant une recherche, des enquêtes et en divulguant les informations cachées et en utilisant les médias alternatifs, etc.</p>	Construire un pouvoir individuel et collectif

RECTIFIER LES DESEQUILIBRES DU POUVOIR STRATEGIQUE

L'économie est la politique travestie en technique.

Féministe économiste britannique, 2005

Dans le contexte politique actuel, il est presque impossible de faire de la politique progressiste sur des sujets comme la santé, l'éducation, le logement ou l'eau sans remettre en question les multiples dimensions du pouvoir – par exemple, le point de vue mondial néolibéral qui réduit les options budgétaires et politiques, qui méprise la notion de droits et laisse la satisfaction des besoins essentiels des populations aux caprices du secteur privé. Ces batailles ne peuvent pas être menées sans revendiquer la notion du bien commun et recentrer l'attention sur l'importance stratégique, à long terme, du gouvernement comme garant des droits essentiels, notamment des droits économiques et culturels.

D'un point de vue pragmatique, plusieurs organisations et militants recentrent leurs efforts sur le pouvoir invisible et occulte car la possibilité d'obtenir des victoires avec les institutions et structures officielles est de plus en plus limitée (Bradley 2005). Plutôt qu'un obstacle, cette réduction des opportunités dans le domaine du pouvoir visible présente d'énormes possibilités pour re-dynamiser l'éducation et imaginer d'autres stratégies qui encouragent de nouvelles voix et de nouveaux dirigeants. En défiant les idéologies dominantes et les points de vue mondiaux, les gens n'approfondissent pas seulement leur compréhension des dynamiques du pouvoir et de leur propre force, ils peuvent aussi commencer à voir apparaître le potentiel de solidarité et de bien commun. S'organiser autour de façons de voir implique la création de nouveaux espaces de réflexion et de dialogue pour donner les moyens aux communautés de réfléchir sur ce qui arrive et sur les causes de cet état de fait. Ces processus peuvent construire des mouvements des citoyens actifs et informés avec le pouvoir et l'organisation nécessaires pour réclamer de remplacer les politiques de terres brûlées par des politiques qui répondent réellement aux intérêts et aux besoins des gens. Ces processus aident aussi à répondre à la question « qu'est ce que l'on représente ? » en argumentant en faveur de l'articulation des différents contextes mondiaux et des agendas alternatifs qui intègrent les droits, la justice, l'égalité et la démocratie.

Il est urgent de créer ces nouveaux espaces pour l'articulation d'alternatives car les débats à propos des points de vue mondiaux néolibéraux et fondamentalistes présentent des implications inquiétantes autant pour la démocratie que pour les droits. Sans canaux pour se faire entendre et résoudre les conflits à travers la mobilisation et l'engagement collectifs pour des politiques démocratiques, le danger que l'énervement et la frustration deviennent tournent à l'extrémisme devient de plus en plus net.

Pouvoir et connaissance : dilemmes contemporains

« La connaissance mène au pouvoir ! » a été un mantra universel pour les militants de la justice sociale pendant des décennies. A travers les années, les révélations sur les détenteurs du pouvoir ont déclenché plusieurs luttes pour la justice sociale, depuis les batailles menées pour nettoyer les dépôts de déchets toxiques dirigées par des femmes au foyer américaines de la classe ouvrière des années 70, jusqu'aux mouvements, plus récents, du « Droit de savoir » qui ont entraîné des communautés pauvres en Inde à combattre la corruption des gouvernements locaux et nationaux. La connaissance est un élément fondamental pour construire et transformer le pouvoir, mais c'est aussi un outil puissant pour la domination et l'oppression. Cela dépend beaucoup de la façon dont elle est utilisée et générée.

Dans le contexte politique actuel, le *pouvoir sur* est fréquemment exercé à travers la production et le contrôle de la connaissance. Aux Etats-Unis, l'administration Bush s'est montrée très habile dans la manipulation de l'information et des perceptions causées par les événements du 9/11 (9 septembre 2001), en promulguant ouvertement la désinformation que désignait Saddam Hussein et la précédente administration comme responsable de la tragédie malgré des évidences claires qui démontraient le contraire. Un assistant de Bush déclara publiquement : « Nous créons notre propre réalité ».

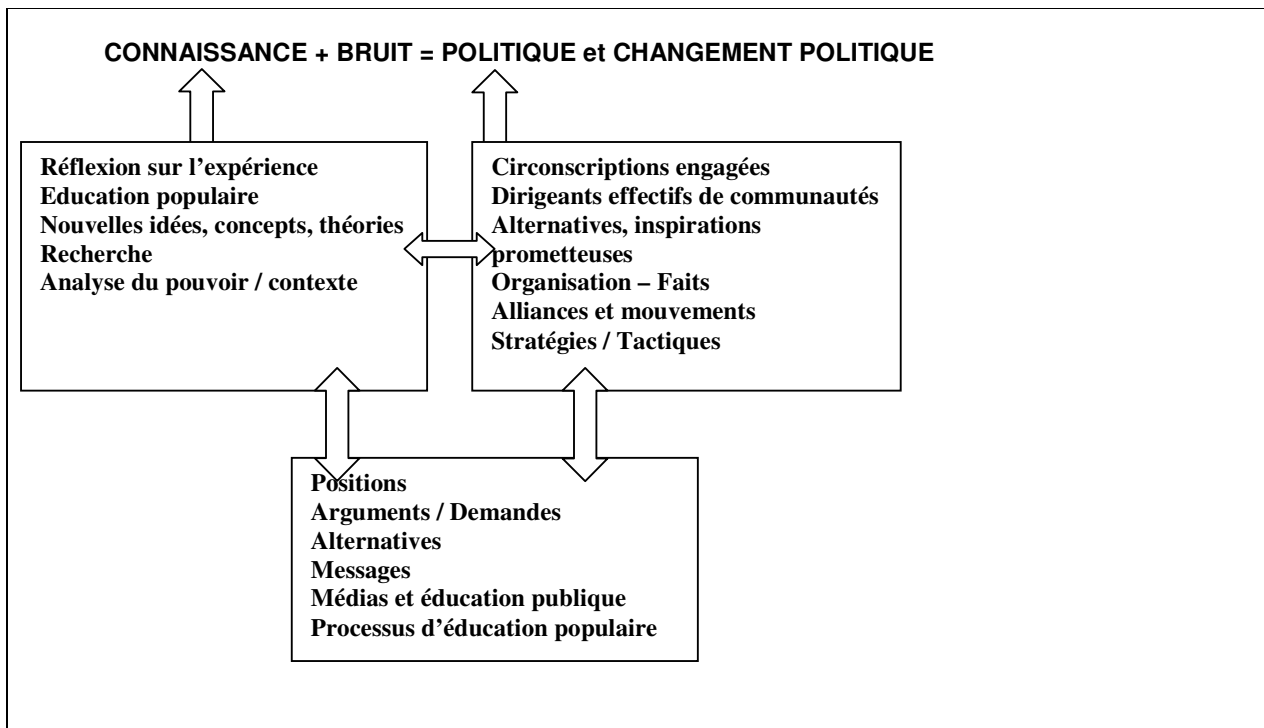
Au fur et à mesure que l'économie de marché sans cesse grandissante et l'ère de l'information convergent, la connaissance devient un produit de très grande valeur. Dans le marché de la

connaissance, les grandes multinationales et les entrepreneurs se disputent pour breveter, s'approprier, vendre et contrôler l'information, en faisant de la propriété intellectuelle une priorité du commerce mondial. De gros bénéfices sont tirés du contrôle de l'information sur les semences, les drogues, les armes, les logiciels, les médicaments à base de plantes, la musique, la mode et même sur l'évolution de la société, avec des gens qui gagnent et qui perdent beaucoup. Parmi ces derniers, les petits agriculteurs, qui sont obligés d'acheter des semences brevetées à chaque saison au lieu de reprendre leurs propres graines issues de leurs récoltes⁸, ou encore ces femmes indigènes, qui risquent de violer le droit des brevets si elles continuent à utiliser leurs propres médicaments à base de plantes, transmises par leurs ancêtres car elles sont maintenant passées entre les mains des grandes sociétés pharmaceutiques.

Les militants de la société civile et les responsables de terrain se retrouvent eux aussi sur le marché de la connaissance. En effet, les grandes ONG utilisent de plus en plus la collecte de données et le conditionnement des informations comme principale stratégie pour convaincre les responsables politiques et le public. Tout en étant un élément fondamental du jeu politique, une des conséquences problématiques de ce comportement vient du fait que l'accent est mis sur une approche de production d'expertises de haut en bas – en termes de messages, de valeurs, de slogans et de pamphlets simplifiés – dans un objectif d'éducation des communautés et de l'opinion publique. Les ONG continuent de penser – de manière incorrecte – que l'information par elle-même va donner les moyens aux gens, et les motiver, de passer à l'action en ne tenant pas compte des autres dynamiques du pouvoir qui sont source de désengagement. Une éducation populaire réelle et des stratégies de communication offrent des approches alternatives qui permettent des analyses critiques et des informations nouvelles qui approfondissent ce que les gens savent déjà en ayant eux-mêmes été victimes d'injustices.

Ces approches innovatrices viennent de la notion de démocratie du savoir (Batliwala 2005). Au contraire de l'économie de la connaissance où la connaissance est achetée et vendue, la connaissance est vue comme une ressource partagée, générée conjointement et possédée publiquement. C'est un outil qui donne des moyens et permet de mobiliser des groupes marginalisés, et qui en conséquence, reconnaît qu'il existe plusieurs types de connaissance (d'expérience, de réflexion, d'intuition, de culture de même qu'expertise) et que chacune de ces connaissances doit être approfondie et intégrée à la construction de mouvements. La connaissance est aussi utilisée pour défendre et négocier un changement en direction de plus de justice, y compris la modification du droit des brevets qui pillent l'héritage culturel pour en faire des profits financiers !

Quand les toiles d'araignées s'unissent, elles peuvent attacher un lion.
Proverbe éthiopien



La connaissance et le bruit

Les choix politiques résultent d'intérêts politiques concurrents sur un terrain de jeu inégal. Les politiques mises en place et les agendas changent peu sans une pression politique constante et significative sur les hommes politiques et sur les puissants intérêts qui conduisent les processus de décision politiques et contrôlent l'agenda. La connaissance, les faits et l'information sont des outils importants pour faire pression, mais demeurent insuffisants pour exiger plus de responsabilité de ceux qui sont à la tête de puissants intérêts ou pour changer l'agenda politique afin de prendre en compte les nouveaux problèmes et les nouvelles solutions. Les hommes politiques et les décideurs, les détenteurs du pouvoir, peuvent être des maîtres de la langue de bois et utilisent ou invalident des revendications s'il n'y a pas de force politique plus organisée et légitime pour les contrer. Pour la majorité de groupes marginalisés, la seule façon d'exercer une pression significative passe par la construction d'alliances et de mouvements organisés à grande échelle capables de mobiliser des personnes bien informées et actives en la combinant à une stratégie de communication médiatique envers le public pour créer du « bruit ». Cette création de « bruit » consiste à donner des moyens aux gens à travers l'éducation populaire, le leadership et les coordinations de lancer un ensemble de stratégies qui poussent (avec des chiffres, de la persévérance, de la crédibilité, de la créativité et l'utilisation des médias) de l'extérieur et stratégiquement engagé à l'intérieur (avec une relation légitime à « l'extérieur »). Par toutes ces stratégies, toutes les catégories d'ONG, les coordinations de terrain et les mouvements sociaux utilisent et génèrent des faits et des analyses pour créer d'autres stratégies, construire des alliances et développer ses positions, ses revendications et les propositions d'alternatives.

Ceux qui professent de favoriser la liberté et qui en revanche méprisent l'agitation sont des personnes qui veulent une récolte sans avoir labouré la terre, veulent une pluie sans orage, veulent l'océan sans le grondement de ses eaux multiples... Le pouvoir ne concède rien sans une revendication, il ne l'a jamais fait et il ne le fera jamais.

Frederick Douglass

TROP D'INSTITUTIONNALISATION ?

Les ONG pour le développement fonctionnent comme des corollaires du système international d'aide... un défenseur d'une ONG peut être profondément engagé pour le changement social, mais sa pensée et sa vision sont généralement découragées à cause des possibilités tactiques très étroites de son espace.

Un membre de la campagne mondiale, 2005

Le complexe industriel des ONG. Ce n'est pas un terme très flatteur pour l'ensemble, en pleine croissance, des grandes organisations de la société civile qui travaillent aux niveaux national et mondial sur des problèmes allant du développement économique jusqu'au VIH/SIDA.

Depuis la moitié des années 80, les ONG ont proliféré dans le monde et certaines d'entre elles sont devenues énormes et influentes. Ce sont de bonnes et de mauvaises nouvelles. Bonnes, parce que de grandes institutions sont nécessaires pour répondre aux souffrances de ceux qui les vivent et pour garantir une présence pour les plus terribles urgences du monde. Mauvaises parce que, à un moment donné, les intérêts institutionnels peuvent ne plus être en phase avec les objectifs et les opportunités de la lutte pour la justice sociale. Quand le budget d'une ONG atteint le milliard de dollars, il n'est pas surprenant que les activités de collecte de fonds et de création d'une image de marque noient le travail collectif effectué en coulisses et diluent les stratégies risquées de lutte pour la justice sociale, particulièrement dans un moment politique difficile. Un concert de rock avec la participation de stars de cinéma constitue une attraction médiatique géniale et peut donc être vu comme un investissement plus facile à justifier aux membres du directoire qui s'inquiètent plus d'en avoir plus pour leur argent que du soutien aux stratégies plus subtiles et controversées de la réhabilitation des femmes ou de l'accès à la terre pour les paysans.

Alors qu'on applaudit les campagnes à grande échelle des ONG qui attirent l'attention du public sur la pauvreté et la guerre, certains pensent que la sur-institutionnalisation (ONG-isation) a créé des tensions problématiques et des fragmentations entre les acteurs de la société civile qui travaillent sur différents problèmes, à différents niveaux (local - national - global) et avec différentes stratégies. Ces coupures se traduisent par un manque de liaisons effectives entre les coalitions du Nord et du Sud – en discréditant l'influence politique des messages et le lobbying des organisations. La domination des ONG a généré de nombreux débats avec d'autres importants acteurs de la société civile, comme les mouvements sociaux (paysans, syndicats, indigènes, immigrants) et les groupes de base. Il en ressort des inquiétudes à propos de la concentration des ressources et de la visibilité sur quelques acteurs et les compromis que ceux-ci sont obligés de faire. De cette façon, la ONG-isation – alors que l'on vise plusieurs types de pouvoir – constitue un défi pour construire le pouvoir des chiffres, l'unité et l'action collective.

LE POUVOIR DES CHIFFRES ET DES MOUVEMENTS

Il n'existe probablement pas de forme de pouvoir plus irréfutable que la force de grands nombres de personnes différentes unies pour une cause collective, la justice. Les problèmes de fragmentation et du manque de relations ont généré un intérêt renouvelé dans la construction de mouvements. Les mouvements sont fondamentalement composés de personnes et de communautés qui partagent des inquiétudes communes. Ils peuvent comprendre des organisations comme des ONG, mais des groupes d'ONG ne sont pas des mouvements. Un militant des droits très expérimenté montre que, « les ONG sont composées d'administrateurs, d'employeurs, de membres du directoire et de bienfaiteurs. Il est très difficile pour eux de se sentir concernés par une cause politique sans que les intérêts institutionnels et leurs plans à deux ans ne leur bloquent le chemin. Cela arrive mais pas très souvent avec la professionnalisation des ONG. » Même les réseaux d'ONG ont des problèmes pour insuffler l'énergie collective de lutte pour la justice sociale nécessaire à ce moment précis de l'histoire.⁹

Le respect de la diversité des acteurs de la lutte pour la justice sociale est essentiel, mais présente aussi de nouveaux défis pour construire des ponts favorisant l'action collective et unifiée. Mais le nouvel engagement pris en direction de la reconstruction de mouvements a engendré des alternatives innovatrices, comme le Réseau de Femmes à l'intérieur du Rassemblement de Personnes Mésoaméricaines (« Mesoamerican Peoples Gathering »), qui rassemble des femmes de différents mouvements sociaux, de groupes de base ou de partis politiques et de groupes de recherche, pour développer un agenda des femmes comme une partie à part entière de l'agenda des populations. Plutôt que de s'en tenir aux débats sur la représentation institutionnelle, les femmes militantes de ce mouvement expliquent que « celle qui est volontaire et qui reste impliquée » est un membre. Pareillement, l'émergent mouvement de femmes autonomes du Nicaragua définit l'adhésion sur une base individuelle, même s'il reconnaît que nombre de ses membres travaillent principalement au sein d'ONG de femmes.

Ces militantes mettent en exergue les caractéristiques idéales des mouvements de femmes, vers lesquelles il faut tendre et dont nous donnons la liste¹⁰ :

- Capacité créative pour penser et agir au-delà des limites des règles existantes.
- Autonomie et habileté pour pouvoir vaincre la compétitivité.
- Respect de l'intégration et de l'adversité avec la clarification des divers intérêts.
- Une vision définie et une idéologie partagée qui rétablit le féminisme.
- Revendications précises de changement dans le contexte politique.
- Militantisme politique et social et talent pour encourager l'action.
- Alliances avec d'autres mouvements sociaux.
- Leadership intergénérationnel et collectif pour assurer la continuité et refléter la diversité.

Pour arriver à construire un pouvoir agile et collectif, plusieurs militants pour la justice sociale pensent qu'il est essentiel de disposer de plus d'espaces structurés pour l'éducation et les discussions politiques. Ils soulignent la nécessité d'avoir de nouvelles idées et de nouvelles visions qui unissent les personnes au-delà de leurs différences pour un objectif plus large. Ils signalent également le besoin d'améliorer les manières de traiter et de négocier en cas de désaccord et de conflit.

MULTIPLES ESPACES DE POUVOIR

Il existe un profond décalage entre ces grandes campagnes mondiales et les femmes du village. La distance entre Delhi et New York est facile à vaincre mais la distance entre Delhi et le village Indien continue de grandir.

Un militant indien 2005

En plus des multiples dimensions du pouvoir, la mondialisation accélérée a changé les relations territoriales ou spatiales du pouvoir (Gaventa 2006). En conséquence, les acteurs clés puissants sont généralement géographiquement distants des injustices locales qu'ils produisent, comme dans le cas des usines ou des compagnies pétrolières dont les actionnaires et les dirigeants sont bien loin des destructions environnementales ou des violations du droit du travail dont ils sont responsables.

Les luttes locales qui passent au niveau global ne sont pas nouvelles. Par exemple, les réseaux transnationaux pour les droits des femmes ont travaillé depuis des décennies pour combattre la violence faite aux femmes, en utilisant et en réformant les lois internationales des Droits humains et en mettant en œuvre des mécanismes pour gagner en reconnaissance et pour faire pression pour que des solutions nationales soient envisagées pour ces violations de droits locales qui affecte les femmes du monde entier. Depuis des décennies, des militants africains ont eu pour cible les organisations qui fournissent des aides bilatérales et d'autres institutions internationales pour provoquer le changement dans leurs propres gouvernements, relativement faibles ou passifs (Edwards et Gaventa 2001). De même, les militants se sont battus dans tout le Sud pour obtenir plus de ressources publiques pour l'éducation, la santé et le développement en collaborant avec des militants des pays riches pour arriver à convaincre leurs gouvernements d'annuler des dettes « odieuses », en tenant pour responsables les pays qui ont prêté de l'argent aux dictateurs corrompus du passé.

En revanche, la mondialisation des grandes entreprises a remanié le pouvoir de telle sorte qu'il est impossible de se battre contre les problèmes locaux sans considérer et se focaliser sur les dynamiques du pouvoir et les acteurs mondiaux. Jusqu'à un certain point, les gouvernements et les institutions intergouvernementales ont été affaiblis par les politiques néolibérales et les grandes entreprises privées, les institutions à but non lucratif et les acteurs mondiaux du commerce sont maintenant des cibles essentielles si l'on souhaite modifier les agendas à propos de la justice sociale, économique et politique. Les occasions d'unir et d'étendre le pouvoir des travailleurs, des consommateurs, des actionnaires, et même des investisseurs, sont en train de grandir, alors que des groupes bien organisés utilisent le boycott et d'autres actions pour attirer l'attention du public sur les sociétés qui violent le droit du travail ou polluent l'environnement. La campagne « *South-African Treatment Action* » qui est en train de travailler sur le VIH / SIDA, s'est mobilisée du niveau local au niveau international pour mettre la pression sur les « big pharma » (les plus grandes sociétés pharmaceutiques du monde) pour qu'elles réduisent le prix des antirétroviraux et pour permettre aux pays comme l'Afrique du Sud de produire des médicaments génériques à bas coût pour lutter contre l'épidémie de VIH/SIDA. Les sociétés pharmaceutiques ont menacé de sanctions, en application des règles du commerce international, le gouvernement Sud-Africain, en disant que la production de médicaments génériques à bas coût constituerait une violation des droits de propriété intellectuelle.

... de façon croissante les discussions à propos de la notoriété publique ont bougé des gouvernements à la gouvernance, laquelle consiste en l'intersection de multiples acteurs, de multiples scènes et réseaux là où le pouvoir est... plus diversifié et poreux. Le pouvoir politique peut être compris non seulement dans les arènes de l'Etat, soient-elles des hôtels de ville, des parlements ou l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), mais aussi à travers une variété d'autres espaces de quasi-Etat et non-Etat pour la prise de décisions... Ceci élargit considérablement l'analyse des lieux où s'exerce le pouvoir, et pour les militants qui cherchent à défier le pouvoir, cela remet en cause les croyances sur les lieux et les manières sur lesquels ils doivent se concentrer pour changer le statu quo...

(John Gaventa 2006)

De nos jours, alors que les industries de l'assemblage et les fournisseurs disséminent les acteurs économiques clés dans plusieurs pays, les stratégies prennent pour cible les chaînes de ravitaillement. Par exemple, le boycott de Taco Bell visait le géant mondial, Yum Brands, qui est propriétaire de Taco Bell, une chaîne de fast-food mondiale et désignée comme le plus grand acheteur de tomates de l'agrobusiness en violant les droits des travailleurs. Dirigée par Immokalee Workers, une coalition qui défend le travail des immigrants dans les fermes de Floride aux Etats-Unis, cette campagne a trouvé un large écho auprès d'un grand nombre de groupes internationaux et a

obtenu plusieurs victoires. De nos jours, la coalition Immokalee Workers et ses alliés sont en train de porter leur boycott plus haut en ciblant McDonalds. De même, les actionnaires ont été mobilisées par des syndicats, des militants pour l'environnement la justice sociale pour modifier le schéma d'investissement des fonds de pension de sorte qu'ils évitent les pays et les sociétés qui violent le droit du travail et qui polluent.

Alors que les stratégies de responsabilisation des grandes sociétés ont emporté des succès importants, le secteur des affaires est adepte des ajustements mineurs pour éviter les critiques publiques tout en reprenant leurs affaires comme d'habitude lorsque les militants ne les regardent plus; en conséquence, pour obtenir plus de justice, il est vital de s'assurer que les gouvernements et les institutions intergouvernementales ont la capacité et l'influence nécessaires pour voter des lois ou renforcer les lois existantes en vue de préserver les droits humains et la santé de la planète.

Le pouvoir partagé dans le monde impose aux militants de rassembler des informations, de communiquer en dépit des différences entre les frontières et les cultures et d'introduire des stratégies d'éducation et de leadership effectives et d'attribution de moyens. Les leaders de communautés et de la justice sociale ont besoin d'en savoir autant que les militants sur les dynamiques de pouvoir locales et mondiales pour pouvoir s'engager réellement sur le long terme.¹¹

Parce que les choses sont ce qu'elles sont, les choses ne vont pas rester comme elles sont.

Bertholt Brecht

PENSE-BETE POUR LA PRISE EN COMPTE DU POUVOIR POUR DES STRATEGIES D'ACTION

1. Les analyses et les concepts sont des éléments nécessaires pour l'action effective ! Les chercheurs et les universitaires peuvent stimuler les gens pour qu'ils pensent plus sérieusement, mais les militants et les communautés engagés pour le changement ont besoin de faire ces analyses et cette réflexion eux-mêmes. Ceci permet de développer les stratégies de base et les compétences de la pensée critique et de l'analyse politique.
2. Toutes les formes de pouvoir opèrent généralement simultanément. A un instant donné, on peut choisir de se concentrer sur la politique (les dynamiques visibles), mais il est important de ne pas négliger les autres. Le changement de politique est un chemin nécessaire mais insuffisant pour obtenir plus de justice.
3. La plupart des groupes ne possèdent pas toute l'étendue de ressources et de compétences pour entreprendre toutes les activités nécessaires pour manoeuvrer et pour s'engager effectivement dans des dynamiques de pouvoir. Les stratégies de changement effectives requièrent autant une répartition du travail entre les coordinations que des liens réels entre les efforts forgés sur une vision politique partagée et un engagement à trouver des synergies entre les diverses actions.
4. Pour atteindre ce niveau de coordination et de dextérité politique, les groupes (et leurs donateurs) ont besoin de consacrer plus de temps et d'énergie aux discussions structurées en tête à tête pour pouvoir être sur la même longueur d'onde par rapport au contexte politique et aux stratégies, pour négocier à propos des différences et pour coordonner les actions.
5. L'inégalité n'est pas résolue par des gadgets. Les gadgets (comme les semences, la technologie, les vaccins, etc.) sont les bienvenus et essentiels pour résoudre la pauvreté et les maladies qui produisent l'inégalité, mais ne vont pas réussir à atteindre tout leur potentiel si les réalités politiques complexes des interactions humaines et des structures sociales ne sont pas réglées.
6. Les informations d'ordre technique sont vitales pour le travail politique effectif mais ne vont pas motiver les gens à agir. Une chanson ou un poème le pourraient.

7. Les messages convaincants et audacieux vont capturer l'attention du public et vont aider à créer l'adhésion à de nouvelles alternatives. Mais le monde ne peut pas être restructuré avec un slogan. Les gens sont disponibles pour écouter plus et participer aux discussions avec leurs propres points de vue, particulièrement si on touche leurs espoirs et leurs rêves.
8. L'affirmation et l'impulsion de la quête de sens et de dignité chez les êtres humains est un aspect fondamental de la construction de mouvements.

Dans l'édition suivante de *Forger le changement*, ces idées et éclairages sur le pouvoir sont appliquées aux stratégies, aux actions et à la construction de mouvements.

NOTES FINALES

¹ Convoqué par Just Associates (JASS) avec l'appui de HIVOS et le Fond Global pour les Femmes, cet atelier de quatre jours au Panama fut appelé « Imaginer et construire les mouvements féministes ». C'est le premier d'une série d'instituts régionaux de construction de mouvements qui auront lieu dans les trois prochaines années en réponse aux demandes des militants pour réfléchir, rééquiper et reconstruire.

² Adapté du troisième chapitre, *A New Weave of Power, People and Politics : The Action Guide for Advocacy and Citizen Participation*, VeneKlasen and Miller, World Neighbors (2002).

³ Le développement de stratégies de réduction de la pauvreté (« PRSP ; Poverty Reduction Strategies ») rassemble des représentants du gouvernement, du secteur privé et de la société civile pour discuter de politiques et de programmes gouvernementaux contre la pauvreté mais n'aborde pas l'existence d'autres politiques globales qui peuvent avoir un impact sur les gouvernements et sur leur capacité à lutter contre la pauvreté et les inégalités.

⁴ Voir Just Associates, *Strategic Opportunity or Black Hole?* (2005); Voir aussi *Making Change Happen 1* (2002) and *Making Change Happen 2* (2006), www.justassociates.org; *A New Weave of Power, People and Politics: The Action Guide to Advocacy and Citizen Participation*, idem; and Brock, Karen, Andrea Cornwall and John Gaventa, *Power, Knowledge and Political Spaces in the Framing of Poverty Policy*, IDS WP 143, Octobre 2001.

⁵ Entretien avec Maria Suárez (2006); voir aussi *Las Negociaciones Nuestras de Cada Día*, Clara Coria.

⁶ Cette section est adaptée de *A New Weave of Power, People and Politics: The Action Guide for Advocacy and Citizen Participation*, idem. Nos réflexions sur le pouvoir ont été inspirées des documents de Steven Lukes et John Gaventa, en incluant le plus récent, *Power Cube*, dans lequel ils montrent comment opère le pouvoir en fonction des différents espaces politiques et géographiques. Voir aussi *Making Change Happen 2*.

⁷ Adaptée de *A New Weave of Power, People and Politics: The Action Guide for Advocacy and Citizen Participation*, idem.

⁸ Une des batailles importantes dans le cadre du commerce mondial a vu s'affronter les petits agriculteurs et les militants des mouvements de paysans sans terre et les géants du secteur de l'agriculture comme Monsanto au sujet de l'introduction des « semences assassines », une catégorie de semence stérile et génétiquement modifiée et qui ne peut être récoltée pour être ensuite replantée.

⁹ Voir, par exemple, *My Net, Your Work : Pitfalls and lessons learned from experiences with coalitions, alliance and networks*, Just Associates (2005).

¹⁰ Des participants à l'atelier, « Imaginer et construire les mouvements féministes », l'institut Mexicain et d'Amérique Centrale de JASS de construction de mouvements, Panama (2006).

¹¹Voir *Making Change Happen 2* (2006) pour une présentation plus complète de l'éducation populaire et des stratégies de lutte contre les problèmes locaux et mondiaux.

BIBLIOGRAPHIE

Batliwala, Srilatha (2002), "Grassroots Movements as Transnational Actors: Implications for Global Civil Society," *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*.

Batliwala, Srilatha (2005), "From Evaluation to Learning in Social Change," PowerPoint presentation, (www.justassociates.org)

Batliwala, Srilatha (1995), "Women's Empowerment in South Asia: Concepts and Practice," New Delhi: Food and Agricultural Organization/Asia South Pacific Bureau of Adult Education.

Bradley, Alexa (2005), "What is the Organizing Work of Reshaping Political Debates?," memo for Grassroots Policy Project.

Brock, Karen, Andrea Cornwall and John Gaventa (2001), *Power, Knowledge and Political Spaces in the Framing of Poverty Policy*, IDS WP 143.

Coria, Clara (1996), *Las Negociaciones Nuestras de Cada Dia*. Ediciones Paidos Iberica.

Cornwall, Andrea and John Gaventa (2001), *Power, Knowledge and Political Spaces in the Framing of Poverty Policy*, IDS WP 143.

de Montis, Malena and Sofia Montenegro (1997), "Transgresion y Cambio, Imagenes Desde Liderazgo Femenino", Cuadernos de Trabajo, Managua, Nicaragua: Cenzontle.

Edwards, Mike and John Gaventa (2001), *Global Citizen Action*, Boulder: Colorado: Lynne Reinner Publishers.

Gaventa, John (draft 2006), "Linking the local and the global: the levels, spaces and forms of power," in *Power in World Politics*, Berenskoetter and Williams, eds, Routledge: 2007.

Gaventa, John (2006), "Finding the spaces for change: a power analysis," in Rosalind Eyben, Colette Harris and Jethro Pettit (eds.) (2006) *Exploring Power for Change*, IDS Bulletin 37.6, Brighton: Institute of Development Studies.

Gaventa, John (1980), *Power and Powerlessness: Quiescence and Rebellion in an Appalachian Community*, Oxford: Clarendon Press.

Guinier, Lani and Gerald Torres (2002), *The Miner's Canary: Enlisting Race, Resisting Power, Transforming Democracy*, Harvard University Press.

hooks, bell (2002), *All About Love*, William Morrow and Company.

Just Associates (2005), *Strategic Opportunity or Black Hole?* and *My Net, Your Work: Pitfalls and Lessons Learned from Experiences with Coalitions, Alliance and Networks*, www.justassociates.org.

Just Associates, Institute for Development Studies-Participation Group, Action Aid International (2002), *Making Change Happen 1: Citizen Participation and Advocacy*; (2006) *Making Change Happen 2: Citizen Engagement and Global Economic Power* www.justassociates.org.

Lukes, Steven (1974), *Power: A Radical View*, London: Macmillan; reprinted 2004 Basingstoke: Palgrave Macmillan.

Mayo, M. (2005), *Global Citizens: Social Movements and the Challenge of Globalization*, London: Zed Books.

McIntosh, Peggy (1988), "White Privilege and Male Privilege: A Personal Account," *Coming to See Correspondences Through Work in Women's Studies*, Wellesley College Center for Research on Women, Wellesley, MA.

Miller, Valerie (2002), *Political Consciousness: A Perpetual Quest*, www.justassociates.org/VMpoliticalco.htm

Mouffe, Chantal (2002), *Politics and Passions: The Stakes of Democracy*, Centre for the Study of Democracy, London.

powell, john (2003), "Race and Poverty: A New Focus for Legal Services," *27 Clearinghouse Review*.

Rowden, R. and Irama, J.O. (2004), *Rethinking Participation: Question for Civil Society about the Limits of Participation in PRSPs*, Washington, DC: Action Aid International USA and Kampala: Action Aid International Uganda.

Roy, Arundati (2004), *Public Power in the Age of Empire*, New York: Seven Stories Press.

VeneKlasen, Lisa and Valerie Miller (2002), *A New Weave of Power, People and Politics: The Action Guide to Advocacy and Citizen Participation*, World Neighbors; reprinted by ITDG Publishing 2006.

VeneKlasen, L. (2003), "Some Research Gaps in Gender Budget Work from An Advocacy Perspective," published in *Gender and Budgets, Cutting Edge Packet on Topical Gender Knowledge*, BRIDGE, Institute for Development Studies, UK.

JUST ASSOCIATES (JASS)

Just Associates (JASS) s'implique dans la construction d'une démocratie vivante et intègre tout le monde pour le progrès de la justice, de la paix et des Droits humains, au niveau local ou mondial. La « construction de mouvements » en est l'outil - en renforçant la voix, la visibilité et le pouvoir collectif des femmes et des communautés marginalisées à cause de leur classe sociale, leur race, leur ethnie, leur âge, etc. Nous pensons que des mouvements forts sont essentiels pour remettre en cause les idées, les institutions et les politiques qui perpétuent les injustices.

L'approche de JASS qui passe par la construction de mouvements est l'éducation à plusieurs niveaux et une stratégie d'action. Ceci inclut l'éducation et la formation politique innovantes, le développement de leadership intergénérationnel, l'éducation et la communication populaires, la construction de ponts pour relier les agendas et les frontières et des initiatives d'analyse participative qui sont liées aux efforts concrets pour obtenir la justice sociale. Soucieux de notre engagement à créer des connaissances à partir des expériences pratiques, nous produisons des outils qui donnent du sens commun, des structures, des analyses accessibles et des supports éducatifs que nous partageons avec un grand nombre de militants, d'éducateurs, de chercheurs et de donateurs dans le monde entier.

JASS est un réseau global interdisciplinaire, présent dans 12 pays, constitués de militants, d'organiseurs, d'éducateurs et de spécialistes expérimentés. Nous partageons des préoccupations à propos de la fragmentation des efforts de lutte pour la justice sociale et un désir d'approfondir l'engagement public critique pour remettre en cause et résoudre les inégalités à tous les niveaux. Nos initiatives sont inspirées d'expériences diverses, de connaissances et des relations qui existent dans notre réseau au niveau local, national, régional et mondial.

Just Associates
2040 S street NW, Suite 203
Washington, DC 20009
USA
T +1 202 232 1211
F +1 202 234 0981
www.justassociates.org